



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Maintenance corrective et évolutive du système d'information du CGAAER

SNUM-2025-070

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : SNUM-2025-070

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

CCAG de référence : techniques de l'information et de la communication (TIC)

Le présent cahier des clauses administratives particulières s'inscrit dans le cadre général d'un marché public passé par le Service du numérique (pouvoir adjudicateur) du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) pour le compte du CGAAER (conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux).

Table des matières

Article 1 - Acheteur	5
Article 2 - Objet de l'accord-cadre	5
Article 3 - Périmètre de l'accord-cadre	5
Article 4 - Allotissement	6
Article 5 - Forme et étendue de l'accord-cadre.....	6
Article 6 - Durée de l'accord-cadre	6
Article 7 - Reconduction	6
Article 8 - Lieu d'exécution	6
Article 9 - Documents contractuels	7
Article 10 - Marché de prestations similaires	7
Article 11 - Modalités d'exécution des prestations.....	7
11.1 Représentation des parties	7
11.1.1 Représentation de l'acheteur	7
11.1.2 Représentation du titulaire	7
11.2 Conditions d'exécution	8
11.2.1 Délais d'exécution.....	8
11.2.2 Remplacement des intervenants.....	8
11.2.3 Emission et exécution des bons de commande	8
11.2.4 Pilotage.....	10
11.2.5 Exigences relatives aux prestations.....	10
11.2.6 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance	10
11.3 Obligations du titulaire.....	11
11.3.1 Obligation de conseil	11
11.3.2 Obligation d'information	11
11.3.3 Mesures de sécurité	11
11.4 Responsabilité du titulaire	12
11.5 Considérations sociales	12
11.5.1 Mesures en faveur des entreprises du STPA	12
11.6 Considérations environnementales.....	12
11.6.1 Dématérialisation des échanges et outils numériques.....	12
11.6.2 Usage du papier.....	13
11.6.3 Evolution de l'outil et obligation de conseil	13
11.6.4 Communication d'un bilan d'émission des gaz à effet de serre (BEGES)	13
11.7 Traitement de données à caractère personnel	14

11.8	Confidentialité et secret des affaires.....	17
11.9	Obligation d'utilisation de la langue française	18
11.10	Clause de réexamen	18
11.10.1	Nature des modifications.....	19
11.11	Constatations de l'exécution des prestations.....	19
11.11.1	Opérations de vérification et de décisions.....	19
11.12	Garantie.....	21
11.13	Maintien en condition de sécurité.....	21
11.13.1	Traitement des obsolescences.....	21
11.13.2	Correctifs de sécurité.....	22
11.14	Pénalités.....	22
11.14.1	Pénalités de retard sur la remise des livrables.....	22
11.14.2	Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	22
11.14.3	Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre	23
11.14.4	Pénalités liées aux considérations sociales.....	23
11.14.5	Pénalités liées aux considérations environnementales	23
Article 12 -	Régime financier	24
12.1	Forme et contenu des prix.....	24
12.2	Variation des prix	24
12.3	Répartition des paiements.....	25
12.3.1	Avances	25
12.3.2	Acomptes	25
12.3.3	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	26
12.3.4	Intérêts moratoires.....	26
12.3.5	Modalités de facturation.....	27
12.3.6	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre.....	28
12.4	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	29
Article 13 -	Dispositions diverses.....	30
13.1	Echanges dématérialisés	30
13.2	Langue	30
13.3	Sous-traitance	30
13.4	Propriété intellectuelle	31
13.5	Assurances	31
13.6	Autres obligations administratives	31
13.7	Résiliation	32
13.8	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	33

13.9	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	33
13.9.1	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire	33
13.10	Suspension à l'initiative de l'acheteur	34
13.11	Prolongation du délai d'exécution des prestations	34
13.12	Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée	35
13.13	Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande	35
13.14	Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat	35
13.15	Demandes indemnitaires	36
13.16	Différends	36
13.17	Litiges et contentieux	36
Article 14 -	Dérogations au CCAG	36
Article 15 -	Annexes	37

Article 1 - Acheteur

La procédure est portée par : Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire
Secrétariat général, Service du Numérique
78 rue de Varenne 75349 Paris 07 SP
Siret : 110 070 018 00012

Désignation de la personne habilitée à signer l'accord-cadre :
Monsieur Thierry DELDICQUE,
Adjoint au Chef du Service du numérique
Habilité par la décision du 29 mars 2023 portant délégation de signature (service du numérique),
JORF n° 0078 du 01 avril 2023, texte n° 41, ou de son représentant.

Article 2 - Objet de l'accord-cadre

Le Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER) dispose d'une application développée sous 4D, version 17, pour ses besoins de gestion. L'accord cadre a globalement pour objet le maintien en conditions opérationnelles de l'application 4D existante, en mode Web.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services décrites dans le CCTP référencé :
SNUM-2025-070.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

GM : 33.02.24 Support Maintenance logiciels pour la DSI et nécessaires aux SI.

Code(s) CPV de la consultation :

Valeur principale :

48000000-8 – Logiciels et systèmes d'information ;

Valeur secondaire :

72514300-4 – Services de gestion d'installations pour la maintenance de systèmes informatiques.

Article 3 - Périmètre de l'accord-cadre

L'accord-cadre s'exécute au niveau national pour répondre aux besoins de l'administration centrale du MASA.

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Services centraux	Services déconcentrés	Établissements publics

Article 4 - Allotissement

En conformité avec les dispositions de l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'accord-cadre n'est pas alloti.

La dévolution en lots séparés aurait été de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations

Article 5 - Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un montant maximum de 356 400 € HT pour la durée totale du marché (période ferme + périodes éventuelles de reconductions).

Tranches :

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

Article 6 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre conclu pour une durée douze (12) mois, hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée de l'accord-cadre court à compter du 11 février 2026 ou de sa date de notification, si celle-ci est postérieure.

Article 7 - Reconduction

Le marché public est reconductible tacitement trois (3) fois par périodes de douze (12) mois.

La durée totale de l'accord-cadre ne saurait excéder quarante-huit (48) mois.

Si le service bénéficiaire décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire un mois au plus tard avant la fin de validité du marché par courrier recommandé avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement.

Article 8 - Lieu d'exécution

Les prestations sont exécutées dans les locaux du titulaire de l'accord-cadre ou, pour certaines, dans ceux du ministère.

Dans ce dernier cas, le lieu d'exécution de la prestation sera précisé dans le bon de commande.

L'adresse du site du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire concerné est :

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
CGAAER
251 rue de Vaugirard
75732 Paris CEDEX 15

Article 9 - Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière (bordereau de prix) renseignée ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 2 annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 2 annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations TIC approuvé le 30 mars 2021 (non fourni) ;
- l'offre technique du titulaire formalisée dans le cadre de réponse ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Article 10 - Marché de prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec les titulaires, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Article 11 - Modalités d'exécution des prestations

11.1 Représentation des parties

11.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. L'interlocuteur désigné a la faculté de se faire assister par toute personne dont il juge le concours utile à la bonne exécution de sa mission.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur aux titulaires.

11.1.2 Représentation du titulaire

Le) titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, dans l'offre des titulaires. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

11.2 Conditions d'exécution

11.2.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations, ainsi que leur point de départ sont mentionnés dans le CCTP (article 6, tableau récapitulatif), ou le cas échéant dans chaque bon de commande.

11.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants des titulaires. De même, les titulaires peuvent proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de leurs intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Les titulaires procèdent alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 (quinze) jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 (trente) jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition des titulaires. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation des prix de l'accord-cadre.

11.2.3 Emission et exécution des bons de commande

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG de référence, en cas de commandes transmises par messagerie électronique, c'est la date et l'heure d'envoi du message électronique qui vaut notification, la messagerie de l'acheteur faisant foi. Ce dernier s'assure au préalable que l'adresse électronique du destinataire est valide.

L'acheteur adresse au titulaire ses besoins pour lui permettre d'établir ses devis. Les devis / bons de commande sont établis sur la base du bordereau des prix unitaires. Le devis sera transmis par mail aux adresses communiquées par l'acheteur dans un délai maximum de 5 (cinq) jours ouvrés suivant la demande de l'acheteur. Le devis ne saurait lier l'acheteur qui demeure libre de ne pas y donner suite. Si l'acheteur accepte le devis du titulaire, il formalisera sa commande par l'envoi d'un bon de commande.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-TIC, le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date fixée dans le bon de commande.

Un même bon de commande peut comprendre la réalisation de plusieurs services si l'acheteur en exprime la nécessité.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre (SNUM-2025-070)
- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture)
- le code du service en charge du paiement (FAC9410075)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- la date de livraison prévisionnelle
- le délai d'exécution
- la date de début d'exécution du bon de commande
- les lieux d'exécution des prestations
- la référence au devis.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque les titulaires sont mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, les titulaires signalent à l'acheteur les faits, dans les 15 (quinze) jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Ils lui indiquent la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 (quinze) jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 (six) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations ; néanmoins un ajustement du bon de commande est autorisé.

11.2.4 Pilotage

Le titulaire prend contact avec l'acheteur en vue de la tenue d'une réunion de lancement dans le mois qui suit la notification du marché.

Au cours de la première année de marché, le titulaire organisera une réunion mensuelle de suivi. En fonction de la diminution de la survenue d'anomalies sur le système d'information, le nombre de réunions de suivi pourra diminuer, sans aller en dessous d'une réunion par trimestre.

Les présentations et compte rendus des réunions sont à la charge du titulaire.

Les frais occasionnés par les réunions de suivi sont compris dans les prix des prestations à l'exception des frais de déplacement.

Le titulaire transmet à l'acheteur à une fréquence trimestrielle un état de son activité au sein du présent accord-cadre.

Cet état d'activité comprend :

- la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant,
- le nombre d'avoir émis,
- le nombre de factures rejetées,
- le pourcentage d'exécution du marché.

11.2.5 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire a prouvé au moment du dépôt de son offre que les interlocuteurs pour cet accord-cadre sont formés à une utilisation professionnelle du logiciel 4D.

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

11.2.6 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation de certaines prestations est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Conformément au décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024, l'acheteur autorise le candidat qui en

fait la demande à se constituer en groupements solidaires entre la date de remise des offres et la signature du marché ; avec un ou plusieurs des candidats ou un ou plusieurs des opérateurs économiques aux capacités desquels il a eu recours, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- 1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
- 2° La constitution d'un groupement ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

11.3 Obligations du titulaire

11.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournis à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

11.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

11.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire/Les titulaires doit/doivent faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations, son utilisation d'outils facilitateurs (ex : IA) ainsi que la sécurité et la protection des données associées, dont la protection intellectuelle.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès d'un ou plusieurs titulaires (ou de ses/leurs sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui/eux. Le titulaire/Les titulaires doit/doivent être informé(s) quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin de l'accord-cadre, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris toutes les dispositions en matière de destruction des données ont été respectées (en application de l'article 24 du CCAG-TIC).

Le MASA exige un niveau de sécurité spécifique en ce qui concerne le traitement de ses données.

Dans le cadre du présent marché, les prestations doivent se conformer :

- D'une part au plan de sécurité des systèmes d'information de l'Etat, publié dans la circulaire Premier Ministre 5725/SG accessible sur le site internet de Légifrance à cette adresse

<https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/38641> ;

- D'autre part au plan de sécurité des systèmes d'information du MASA, fourni en annexe du CCAP.

En outre, dans le cadre de l'application de plans gouvernementaux, le Premier ministre peut décider la mise en œuvre d'un ensemble de mesures spécifiques destinées à lutter contre des attaques notamment terroristes visant les systèmes d'information de l'État ou les systèmes d'information et réseaux de télécommunications des opérateurs d'infrastructures vitales.

Dans le cadre de ce marché, le titulaire pourrait être concerné par ces alertes décidées au niveau gouvernemental, et s'engage à appliquer les consignes de sécurité données par le MASA. Ces mesures sont susceptibles d'évoluer. Les modifications seront régulièrement transmises par l'acheteur au titulaire durant les interventions sur le site.

11.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

11.5 Considérations sociales

11.5.1 Mesures en faveur des entreprises du STPA

En vue de favoriser l'accès à la commande publique des entreprises du Secteur du Travail Protégé et Adapté (STPA) -Entreprises Adaptées, telles que définies à l'article L.5213-13 du Code du travail et les Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT), tels qu'ils sont définis à l'article L.344-2 du Code de l'Action sociale et des familles- le titulaire est encouragé à identifier et à confier une partie des prestations objet du présent marché à une ou plusieurs entreprises du secteur.

Le titulaire sera tenu par le nombre d'heures minimal qu'il entend confier au STPA, pour toute la durée du marché, sur lequel il s'est engagé dans son offre. Il pourra aller au-delà de cet engagement en cours d'exécution du marché.

Il transmettra au BCPA (bcpa.sdlp.safsl.sg@agriculture.gouv.fr) et à Mme July PETIT (july.petit@agriculture.gouv.fr) à chaque fin d'année civile et au plus tard, le 31/01 de l'année N+ 1 :

- l'attestation relative aux achats de fournitures, de sous-traitance ou de prestations de services auprès des entreprises adaptées, des établissements ou services d'aide par le travail complétée, datée et signée (cf : annexe 2 du présent CCAP) ;
- la copie de l'agrément de l'Etat attestant que la ou les entreprises sont des ESAT / EA ;
- la copie des factures attestant des paiements effectifs auprès de ces entreprises.

11.6 Considérations environnementales

11.6.1 Dématérialisation des échanges et outils numériques

S'agissant des échanges dématérialisés réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché, ainsi que des outils numériques utilisés, le titulaire s'engage à mettre en place, au plus tard à la première date anniversaire du marché, une politique veillant à réduire son impact numérique par les actions suivantes (à titre d'exemple) :

- réduction du poids des contenus hébergés sur les serveurs ;

- mise en cache des données ;
- compression des données ;
- réduction du volume de données stockées ;
- rationalisation dans l'usage des mails : réduction du nombre d'email, limitation de la taille des pièces jointes en privilégiant le partage de liens, diminution du temps de conservation des messages.
- limitation des images ;
- Utilisation du bon format d'image (par ex : jpg pour une photo) ou de fichier (pdf, format web)...

11.6.2 Usage du papier

Le titulaire du marché devra mettre à disposition sous format dématérialisé les documents et livrables liés au marché. Dans le cas où les supports nécessitent d'être imprimés, ils devront l'être sur du papier recyclé ou du papier issu de forêts gérées durablement, au moyen par exemple des labels FSC ou PEFC.

Il est attendu que le candidat transmette les informations et justificatifs afférents dans son offre.

11.6.3 Evolution de l'outil et obligation de conseil

Le titulaire adressera au représentant de l'administration bénéficiaire a minima une fois par an, un bilan des fonctionnalités de l'outil non ou peu utilisées et fera des propositions en vue de leur évolution ou de leur suppression. Il conseillera l'administration sur toutes nouvelles solutions ou pratiques permettant de garantir un développement et un usage plus écoresponsable de l'outil.

11.6.4 Communication d'un bilan d'émission des gaz à effet de serre (BEGES)

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (personnes morales de droit privé employant plus de cinq cent personnes, notamment) de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

11.7 *Traitement de données à caractère personnel*

Le titulaire de l'accord-cadre est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification de l'accord-cadre, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestation (s) suivante (s) : maintenance et évolution applicative du système d'information du CGAAER.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée de 12 mois.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes :

- création / modification de paramètres
- débogage..

Les types de données à caractère personnel relatives aux agents du CGAAER traitées dans le système d'information sont les suivantes :

- état civil
- adresse domicile
- photographie
- CV.

Mise en œuvre du traitement :

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre
2. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information. Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui

garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé. A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD. Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - a. s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - b. reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur. Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations. Le titulaire informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

- Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification de l'accord-cadre le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte

de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- Pénalité de 50 (cinquante) euros par jour calendaire de retard (à compter du jour de la notification de l'accord-cadre) en cas de non communication du nom et des coordonnées du DPD du titulaire
- Pénalité de 50 (cinquante) euros par heure de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel
- Pénalité de 50 (cinquante) euros par jour calendaire de retard (à compter de la constatation par l'acheteur) de la non tenue du registre des activités de traitement.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

11.8 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 (quinze) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

11.9 Obligation d'utilisation de la langue française

Le titulaire emploie la langue française dans ses échanges avec l'administration bénéficiaire et la rédaction des documents auxquels il participe.

Il ne peut utiliser ni expression ni termes étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française (exemple : les termes anglais propre au domaine de l'informatique, sans équivalent en français, sont acceptés)

Outre la rédaction en langue française, les documents auxquels le titulaire participe peuvent comporter une ou plusieurs versions en langue étrangère.

11.10 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié dans les conditions ci-dessous sans que ces modifications ne viennent changer l'objet ou la nature globale de l'accord-cadre.

Des substitutions et/ou des ajouts de prestation(s) peuvent intervenir, en cours d'exécution du présent accord-cadre, soit à l'initiative du Titulaire, soit par le biais d'une évolution réglementaire et/ou normative, d'une modification technique majeure, d'une préconisation apportée en matière de sécurité, d'une évolution technologique dans les modalités de réalisation des prestations ou d'évolution des critères de qualité et de disponibilité définis dans la convention de service au titre de l'amélioration continue des techniques et des prestations.

Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale du présent accord-cadre.

Les modalités sont décrites dans les conditions fixées ci-après.

11.10.1 Nature des modifications

Substitutions et/ou ajouts pour cause d'évolutions techniques ou technologiques

En cours d'exécution du présent accord-cadre, il peut être procédé à des substitutions et à des ajouts de prestations/unités d'œuvre prévus à l'accord-cadre afin de répondre à des évolutions d'ordre technique, méthodologique ou technologique non connues au moment du lancement de la procédure.

Ces évolutions peuvent notamment aboutir à :

- la substitution de la prestation et/ou unité d'œuvre originelle par une prestation et/ou unité d'œuvre de remplacement ;
- l'ajout d'un nouveau logiciel

En tout état de cause :

- **En cas de substitution** : le service substitué est conforme aux attentes prévues à l'accord-cadre et doit être techniquement équivalent ou supérieur à la prestation proposé(e) initialement ;
- **En cas d'ajout** : le service ou logiciel ajouté est conforme à l'objet de l'accord-cadre et en lien direct avec celui-ci et est nécessaire à sa la bonne exécution.

Ces évolutions peuvent avoir des conséquences sur les prix des prestations et/ou unités d'œuvres, indiqués à l'annexe financière ;

Modifications et ajouts à la suite d'une évolution réglementaire/normative de matériel(s)

En cours d'exécution de l'accord-cadre, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au présent accord-cadre peut avoir pour effet de rendre obligatoire l'adaptation de l'offre consistant en la modification/ajout des prestations/unités d'œuvres.

Modifications et ajouts à la suite de contraintes de sécurité

En cours d'exécution de l'accord-cadre, une évolution de sécurité applicables au présent accord-cadre peut avoir pour effet de rendre obligatoire l'adaptation de l'offre consistant en la modification/ajout des prestations/unités d'œuvres/ services prévus en Annexe à l'acte d'engagement.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise à jour sécuritaire des services applicables de plein droit à l'accord-cadre.

11.11 Constatations de l'exécution des prestations

11.11.1 Opérations de vérification et de décisions

- Conditions de vérification

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'acheteur ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu. Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire signale la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Pour l'ensemble des prestations, chaque remise fait l'objet d'un bon de livraison où sont notamment listés les livrables finaux. Ce bon de livraison est produit par le titulaire et doit être daté et signé par le directeur de projet / chef de département MASA.

- Prestations relevant de vérifications simples

Par dérogation aux articles 29 à 32 du CCAG TIC, les prestations suivantes font l'objet de vérifications prévues à l'article 27 du CCAG-FCS, à réception des livrables :

Prestations	Code	Moyen de commande
Production du plan de maintien en condition opérationnelle (PCO)	MG1	BC
correction – anomalie bloquante	MC1-1à 3	BC
correction – anomalie majeure	MC2-1 à 3	BC
correction – anomalie mineure	MC3	BC
préparation du plan de déploiement d'une version applicative (complexité mineure)	AS4	BC
préparation du plan de déploiement d'une version applicative (complexité majeure)	AS5	BC
assistance aux utilisateurs (25 tickets)	AS6	BC
assistance aux utilisateurs (50 tickets)	AS7	BC
assistance aux utilisateurs (100 tickets)	AS8	BC
rédaction des guides applicatifs (guide d'installation, guide d'utilisation)	AS9	BC
mise à jour des guides applicatifs (guide d'installation, guide d'utilisation)	AS10	BC
dossiers de spécifications de complexité mineure	ME1	BC
dossiers de spécifications de complexité majeure	ME2	BC
analyse/revue de codes mineure	RR1	BC
analyse/revue de codes majeure	RR2	BC

dossiers de spécifications détaillées, fonctionnelles (SFD) et techniques (STD) de complexité mineure	RR3	BC
dossiers de spécifications détaillées, fonctionnelles (SFD) et techniques (STD) de complexité majeure	RR4	BC
transfert de connaissance (documentation, code, ...)	RR5	BC
accompagnement du nouveau titulaire	RR6	BC

A l'issue des opérations de vérification, les décisions sont réalisées en application des articles 29 et 30 CCAG-FCS.I

- **Prestations relevant d'une vérification d'aptitude et d'une vérification de service régulier**

Les autres prestations, toutes à bons de commande, font l'objet d'une vérification en deux temps donnant lieu à une vérification d'aptitude et une vérification de service régulier, en application de l'article 30 du CCAG TIC.

Prestations	Code
Mise à jour mineure des applications et composants	MG2
mise à jour majeure des applications et composants	MG3
paramétrage des serveurs et des accès et réalisation des montées des mises à jour des contenus et de la montée de version sans développement spécifique et/ou recette spécifique de l'acheteur	AS1
création de requête (complexité mineure)	AS2
création de requête (complexité majeure)	AS3
développements mineurs + test/recette	ME3
développements majeurs + test/recette	ME4

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

11.12 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 36 du CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

11.13 Maintenance en condition de sécurité

11.13.1 Traitement des obsolescences

Le titulaire doit n'utiliser que des composants logiciels que l'éditeur s'engage à maintenir pendant la durée du marché. Si la durée du marché dépasse la durée pendant laquelle l'éditeur s'engage à maintenir un composant logiciel, le titulaire maintient, livre et respecte une feuille de route de migration vers des systèmes maintenus.

11.13.2 Correctifs de sécurité

Une opération de vérification, peut être refusée si des composants ne sont pas à jour des correctifs de failles de sécurité publiées depuis un délai supérieur à 30 jours.

Le titulaire s'assure que l'application des correctifs de sécurité ne modifie pas les performances des systèmes, en modifiant si besoin et à ses frais le système pour maintenir le niveau de performance malgré l'application du correctif

11.14 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative. Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur.

11.14.1 Pénalités de retard sur la remise des livrables

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.]

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15% du montant total HT du bon de commande concerné.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

11.14.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités pour indisponibilité :

En cas d'indisponibilité du système d'application, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 30$$

dans laquelle

P : montant de la pénalité en € HT

V : valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance

R : nombre de jours calendaires d'indisponibilité.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite au titulaire et sa résolution.

Pénalités pour sanctionner le non-respect des obligations de moyens :

- moyens humains : absence non remplacée des intervenants ;
- fourniture de documents contractuels : assurances, compte rendu, bilan d'activité.

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées sur la base d'un forfait de 50 € par jour calendaire de retard de non transmission des documents contractuels et par jour d'absence des intervenants.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

En complément de l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité décrites au présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

application d'une pénalité égale à 2 % du montant

exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur.

11.14.3 Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre

En cas de retard dans la communication de l'état à date demandé par l'acheteur, il est appliqué une pénalité égale à :

- 100 euros HT par jour calendaire de retard.

En cas de manquement du titulaire à son obligation de prévenir l'acheteur lorsque les consommations atteignent 80% des valeurs maximales indiquées par l'acheteur dans les documents de la consultation, il est appliqué une pénalité égale à :

- 500 euros HT dès le constat de cette omission.

11.14.4 Pénalités liées aux considérations sociales

En cas de non-respect du nombre d'heures du marché alloué à des ESAT / EA sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre ou de non transmission des justificatifs mentionnés au CCAP permettant, entre autres, d'attester de la réalité de la réalisation des heures, le titulaire encourra une pénalité de 150 euros par heure non réalisée.

11.14.5 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas de manquement à l'une de ses obligations liées aux considérations environnementales, le titulaire se verra appliquée une pénalité de 200 € forfaitaire par manquement constaté.

Les entreprises concernées par la transmission d'un BEGES et plan de transition associé, s'exposent à une pénalité de 50 € par jour calendaire en cas de retard de transmission

Article 12 - Régime financier

12.1 *Forme et contenu des prix*

Les prix unitaires de l'accord-cadre figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, y compris les frais de déplacements, d'hébergement et de restauration du titulaire ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 7 du CCAG-TIC (article 46.2.1 et suivants du CCAG-TIC) incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- le suivi contractuel.

12.2 *Variation des prix*

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire, soit novembre 2025.

Le titulaire adresse à l'acheteur (Service du Numérique et Bureau de la Commande Publique et des achats), au plus tard deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, une proposition de révision des prix par courriel ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Il donne toutes précisions utiles justifiant les nouveaux tarifs, et fait notamment référence à sa méthode de calcul au regard de l'indice mentionné ci-dessus. Il joint à sa demande de révision le bordereau de prix unitaires révisé.

Les prix peuvent être révisés à chaque date d'anniversaire de l'accord-cadre, dans la limite des possibilités de révision fixées par l'application de la formule suivante :

$$P = P_0(0,20 + 0,80 * [I/I_0])$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P0 = prix d'origine

I = valeur de l'indice INSEE - Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique Prix de base – Base 2021 (identifiant 010766709) à la date de la révision ;

I0 = valeur de l'indice INSEE - Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique Prix de base – Base 2021 (identifiant 010766709) au mois M0.

L'indice INSEE est consultable à l'adresse URL suivante :
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766709#Revision>

En cas de disparition d'un indice de référence, il est pris en compte l'indice de remplacement proposé

par l'INSEE et utilisé la méthodologie proposée par l'INSEE pour assurer le cas échéant le lien entre l'ancien et le nouvel indice.

Les prix ainsi révisés n'ont pas à être constatés par avenant.

En l'absence de demande d'application de la clause de révision de prix dans les conditions prévues ci-avant, aucune révision ne sera appliquée. Les prix de la période en cours continueront d'être appliqués pour la période de reconduction.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC, les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et sont fermes pour toute la durée de la commande concernée. Dans l'hypothèse d'une révision de prix acceptée et notifiée postérieurement à l'émission du bon de commande mais antérieurement à la fin d'exécution des prestations, ce sont les prix initiaux qui s'appliquent et non les prix révisés.

12.3 Répartition des paiements

12.3.1 Avances

Le taux de l'avance est de 5 (cinq) % ou, le cas échéant, de 20 (vingt) % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

12.3.2 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à un mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Type d'unité d'œuvre	Périodicité du paiement
Prestations de support	Facturation trimestrielle à terme échu
Maintien en conditions opérationnelles	
Paramétrage simple	
Maintenance corrective	
Rédaction de guides et d'études	A l'admission
Réversibilité/transférabilité	
Maintenance évolutive	
Développement	

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

12.3.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Le comptable assignataire compétent est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) rattaché au ministère pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux.

12.3.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 (trente) jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics ou 50 jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées). La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 (quarante) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Toutefois, si l'Acheteur est empêché, du fait du Titulaire, de procéder à une opération nécessaire au paiement, le délai de paiement est suspendu pour une période égale au retard qui en est résulté. La suspension du délai ne peut intervenir qu'une seule fois par facture et suite à la notification au Titulaire des raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette notification précisera qu'elle a pour effet de suspendre le

délai de paiement. La suspension débute le jour de réception, par le Titulaire, de la notification susvisée. Elle prend fin au jour de réception, par l'Acheteur, de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

12.3.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire. Si il y a une répartition des prestations sur l'ATTRI, les co-traitants peuvent prétendre au paiement direct.

Conformément à l'article 12.1.3 du CCAG-TIC, quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, le co-traitant doit déposer sa facture dans le cadre de facturation A12 dans CHORUS-PRO. Celle-ci doit ensuite être validée par le mandataire dans CHORUS-PRO avant de pouvoir être prise en charge par les services comptables.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus->

pro.gouv.fr aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Lors du dépôt de sa facture dans chorus-pro, le titulaire doit saisir les renseignements suivants :

- SIRET : 110 002 011 000 44
- Adresse du comptable payeur : code du service exécutant FAC9410075
- N° de l'engagement juridique : numéro à 10 chiffres mentionné en haut du bon de commande pour les factures relatives aux bons de commande

Une copie des factures sera également envoyée par mail au service prescripteur, aux adresses qui lui sont communiquées.

12.3.6 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état trimestriel de la consommation
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 5 jours à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 80 % du montant maximum.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;

- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

12.4 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique (CCP). Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, etc.) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 13 - Dispositions diverses

13.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

13.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

13.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 (vint-et-un) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

13.4 Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le présent accord-cadre fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

13.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, le titulaire devra transmettre une copie de son attestation d'assurances avant la notification du marché.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>, sur la boîte fonctionnelle suivante...).

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

13.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes de l'accord-cadre indiqué à l'avis d'appel à la concurrence, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 (cinq) %.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- manquement grave et répété à l'engagement d'insertion
- non-respect du RGPD, non-remplacement de la personne nommément désignée,
- non-respect des règles de sécurité par le titulaire dans le cas du CCAG-TIC,
- Non-respect du PSSI.

13.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

13.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

13.9.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de

poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

13.10 *Suspension à l'initiative de l'acheteur*

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

13.11 *Prolongation du délai d'exécution des prestations*

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de

déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre.

Toute modification de la durée de l'accord-cadre donnera lieu à un avenant.

13.12 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

13.13 Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

13.14 Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 (dix) % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire du marché doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10 (dix) %. Elle peut dépasser ce taux

si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.

13.15 Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG-TIC à l'article 55.2, et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

13.16 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

13.17 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché.

7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04, tél. : 01 44 59 44 00, fax : 01 44 59 46 46

Les tribunaux judiciaires compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

Article 14 - Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
11.1.2	3.4.1	Désignation des représentants dans l'offre.
11.2.4	3.1.2	Les commandes sont transmises par messagerie électronique. La date et l'heure d'envoi du message électronique qui vaut notification, la

		messagerie de l'acheteur fait foi.
11.2.4	13..1.2	Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date fixée dans le bon de commande
11.15.1	29 à 32	Prestations relevant de vérifications simples
12.2	10.2.2	Révision des prix
13.5	9.2	Demande de l'attestation d'assurances dès l'offre.

Article 15 - Annexes

Annexe 1 : PSSI

Annexe 2 : Attestation FIHFP